

Le Réveil islamique

« L'Occident possède un grand mécanisme pour créer une Syrie artificielle à travers les médias. Nous, nous faisons nos devoirs et croyons en une solution négociée », déclare ce vétéran diplomate iranien.

ENTRETIEN avec Hossein Sheikholesman par Catalina Gómez

Le diplomate iranien Hossein Sheikholesman est un grand connaisseur du gouvernement syrien. Ambassadeur à Damas entre 1998 et 2003, il a été témoins direct de la transition entre le gouvernement du défunt Hafez el Assad et celui de son fils Bachar. Mais il s'agit aussi de l'un des diplomates les plus anciens et expérimentés de la politique étrangère iranienne. Après son passage à Damas, il a été député, vice-ministre des Relations étrangères, et il occupe aujourd'hui le poste de conseiller en questions internationales du porte-parole du Parlement, Ali Larjani. Par ailleurs, il est responsable de la Conférence internationale du soutien de l'intifada palestinienne, une des organisations de la République iranienne qui promeut la cause des Palestiniens. Au vu de son expérience, il est devenu l'une des voix les plus accréditées pour parler des relations de la République islamique avec les pays arabes, en particulier avec la Syrie. Cet entretien s'est produit à un moment où l'Iran, considéré comme le véritable allié du régime des Assad, a débuté une campagne pour relancer l'initiative afin d'arriver à une solution négociée en Syrie qui avait été promue, précédemment, par le président égyptien, Mohammed Morsi, et qui inclut la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Égypte.

AFKAR/IDEES : *L'Iran parle d'un 'Réveil islamique' et a mis sur pied toute une infrastructure pour diriger ce mouvement. Croyez-vous que les révolutions*

dans le monde arabe sont une continuation de la révolution iranienne ?

HOSSEIN SHEIKHOLESMAN : La différence entre la Révolution islamique et les autres révolutions qui se sont produites dans l'histoire, telles que la française ou la bolchévique, c'est qu'elle ne s'appuyait pas sur une armée ni sur une organisation armée. L'imam Khomeini a parlé aux gens et ceux-ci sont sortis dans les rues. Dans certaines villes des milliers de personnes sont sorties, dans d'autres ce sont des dizaines de milliers qui l'ont fait et à Téhéran des millions. Un tank ne pouvait rien faire face à ces millions... Certainement, quelqu'un a dû lui suggérer d'armer une guérilla, mais il a toujours refusé. Le principal élément de la pensée de Khomeini était la perfection que l'être humain atteint lorsqu'il décide d'agir par sa propre volonté, motivé par Dieu et par le devoir. Ce n'est pas le succès qui est important.

A/1 : *Donc, du point de vue de l'Iran, l'un des points communs de ces révolutions avec la révolution iranienne, est l'absence d'armées, et la recherche de la justice.*

H.S. : Il y a deux aspects qui la définissent. Tout d'abord, des gens dans la rue qui protestent pacifiquement. Deuxièmement, leur instinct. On peut voir ceci dans d'autres mouvements créés par l'imam Khomeini. La manière dont il voulait libérer la Palestine était la même. Il a décidé de consacrer le dernier vendredi du Ramadan

à la libération d'al Qods, d'où les Palestiniens ont été expulsés par la force, à l'encontre de leurs désirs, et où ils sont censés revenir. Ce jour-là, nous sortons dans les rues pour crier « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! » Et nous demandons la libération d'al Qods, qui doit être un lieu sacré pour les musulmans et pour toutes les religions. Et il ne doit pas être gouverné comme le font les sionistes. J'essaie de montrer comment les idées de l'imam Khomeini ont été appliquées dans tout ce qu'il a fait. Et nous allons le voir à l'avenir, de plus en plus... Khomeini voulait montrer à d'autres musulmans quelle était la manière d'atteindre la perfection, d'atteindre la liberté...

A/1 : *Le concept de 'Réveil islamique' se limite-t-il au caractère islamique de ces mouvements ou l'interprétez-vous aussi comme un mouvement antiaméricain, anti-Israël ?*

H.S. : C'est un mouvement contre les tyrannies. Le symbole de ces tyrannies, selon le point de vue de l'imam Khomeini, c'est le grand Satan, terme qu'il a utilisé pour désigner l'Amérique et sa mascotte, Israël.

A/1 : *Croyez-vous que ces pays qui ont mis en marche ces révolutions tentent de suivre le chemin de la République islamique ?*

H.S. : Il est important de comprendre ce qui se passe maintenant. Créer un État islamique, c'est comprendre ce

Il existe un déficit dans les pays qui ont vécu la révolution : ils n'ont pas de leader religieux

qui vient du ciel vers la terre, parce que la religion c'est une pratique dans la vie quotidienne. Mais il existe plusieurs compréhensions dans le monde islamique sur la façon de créer des États islamiques, et ce qu'est un État islamique. Malheureusement, certaines écoles de pensée ont complètement dévié vers le terrorisme au moment de tenter d'établir des États islamiques. Et ceci a été utilisé par les Américains, l'intelligence britannique et l'argent des saoudiens-émiratis au nord du Pakistan, où les talibans ont été créés contre l'occupation des Soviétiques. Eux, ils ont eu recours à la violence pour créer exactement l'opposé ce que nous avons fait en Iran. Opposé à ce que l'on nous a dit de faire. La violence a échappé à leur contrôle. De ce fait, ils luttent contre la tyrannie avec tyrannie. Ils luttent contre l'injustice avec injustice. Ils tuent de façon indiscriminée. Ils posent des bombes qui tuent des gens innocents.

A/1 : *Récapitulons. Vous parlez donc de deux grands courants de pensée au sujet de la façon de gouverner un État islamique.*

H.S. : Nous ne parlons pas de la manière de gouverner ces États, mais de la manière de créer un État islamique et d'obtenir la victoire. Eux, ils utilisent le terrorisme pour vaincre l'ennemi. Ils disent que c'est la façon correcte. Nous, nous l'avons fait de manière différente. Nous, nous avons sorti les gens dans la rue. Nous croyons qu'en faisant sortir les gens dans la rue, même lorsqu'ils savent qu'ils peuvent être des martyrs, la perfection est atteinte. Et lorsque l'on participe à ces activités, arrive la perfection. Que se passe-t-il ensuite ? L'imam

Khomeini croyait qu'il n'y avait pas de séparation entre religion et État, entre spiritualité et matérialisme. Ce monde et celui qui vient après seraient unis. C'était sa croyance. C'est la raison pour laquelle il a créé un État où il n'y a pas de séparation entre religion et État. Nous votons avec le même instinct avec lequel nous prions.

A/1 : *Nous savons bien sûr que telle était la vision de l'ayatollah Khomeini, mais nous savons aussi que ce point de vue n'est pas partagé par une grande partie du monde islamique. Comment liez-vous, alors, ce qui s'est passé en Iran avec des pays comme la Tunisie, la Libye ou l'Égypte ?*

H.S. : Dans la mesure où ils ont copié le modèle, ils ont été proches de nous. C'est au sujet de la manière dont ils ont motivé les gens à sortir dans la rue pour obtenir les changements. Mais les transformations qui ont eu lieu ne sont pas comme les nôtres. Nous, nous ne leur avons rien imposé. Nous avons eu notre propre expérience, mais chaque pays doit vivre la sienne. Cependant, il faut dire qu'il existe un grand déficit dans ces pays et l'un de leurs principaux problèmes est qu'ils n'ont pas un grand leader religieux, tel que le fut pour nous l'imam Khomeini. La population est à majorité musulmane. Ils sont courageux. Ils veulent des changements, ils n'aiment pas la tyrannie, l'injustice, mais ils n'ont pas de leader. Et, pour cette raison, et de par leurs croyances, ils ne voient pas les choses de la même façon que l'imam Khomeini. De là les problèmes qu'ils ont actuellement. Or, ce que font les Américains, c'est une autre histoire. Ils n'ont pas pu contrôler ces mouvements. En conséquence, ils ont dé-

cidé de créer le chaos, pour avoir le temps de les influencer plus tard. C'est ce qui est en train de se passer en Égypte, en Libye, au Yémen, au Bahreïn. Étant donné qu'ils n'ont pas pu les contrôler, ils n'ont pas laissé à d'autres la possibilité d'accomplir leurs objectifs.

A/1 : *Mais en Égypte, par exemple, une bonne partie de la société ne désire pas un État islamique. Y compris de nombreux musulmans croyants.*

H.S. : Oui, c'est exact. Mais si vous laissez les Égyptiens seuls et n'interférez pas dans leurs affaires, tel que nous disons qu'il faut faire, ce serait une autre histoire. C'est ce que nous avons fait, au point de ne pas avoir d'ambassade en Égypte.

A/1 : *Vous n'en avez pas parce que le gouvernement égyptien ne vous a pas autorisé à l'ouvrir.*

H.S. : Oui. Ils ne nous laissent pas, mais nous ne développons aucune activité là-bas non plus. En Tunisie et en Libye nous avons des ambassades. Ce que j'essaie de dire, c'est que nous devons laisser les gens de ces pays résoudre leurs problèmes tout seuls. Sans intervention étrangère. Les étrangers, même de bonne foi, ont d'autres objectifs. L'intervention américaine en Égypte, afin d'élire un gouvernement démocratique, quelles que soient leurs raisons, signifie qu'ils veulent établir leurs propres objectifs.

A/1 : *Mais à la vérité, l'Iran a essayé d'améliorer ses relations avec l'Égypte, en particulier avec les Frères mu-*

7 L'Égypte croit que si elle maintient des relations avec l'Iran, elle perdra l'appui étranger

sulmans et il s'est heurté à une grande opposition à l'intérieur du pays.

H.S. : Ce que j'essaie de dire c'est que c'est assez mauvais pour les Frères musulmans de maintenir des relations avec Israël et non pas avec l'Iran. Cette façon de procéder ne coïncide pas avec leurs croyances. Cette absence de relations n'est pas naturelle. C'était normal que Moubarak ne maintienne pas de relations avec l'Iran, mais ce n'est pas normal que la révolution qui a eu lieu contre lui n'en établisse pas. Les Égyptiens sont musulmans et ils veulent avoir des relations avec l'Iran. Mais leur gouvernement ne peut pas matérialiser ce que les gens désirent.

A/1 : Comment expliquez-vous cette façon de procéder ?

H.S. : Parce que le gouvernement égyptien dépend beaucoup des étrangers. Le président Morsi pense que s'il maintient des relations avec l'Iran, il va perdre l'appui de ces étrangers. Car le gouvernement égyptien ne regarde pas les Américains comme nous l'avons fait. Une des choses les plus importantes qui sont arrivées en Iran, ce fut la prise de l'ambassade américaine le 4 novembre 1979. Ceci a joué un rôle fondamental dans les relations postérieures avec les États-Unis, en particulier du fait de ce qu'ils ont fait ensuite, comme l'attaque frustrée de Tabas. Tout ceci a joué un rôle important dans la pensée politique du pays. Ceci n'est pas arrivé en Égypte. Ils ont un long chemin devant eux, de même que la Révolution islamique a un long chemin devant elle pour remporter les futurs défis.



Hossein Sheikholesman lors de l'entretien. / KAVEH KAZEMI

A/1 : Mais votre approche vis-à-vis de l'Égypte est complètement opposée à celle que vous avez par rapport à la Syrie. Il est impossible de nier que, au début, ce qui s'est passé en Syrie, c'est que des gens sont sortis pour protester au sujet de leurs droits de façon pacifique.

H.S. : Vous dites vrai lorsque vous affirmez qu'au début c'était pacifique. Mais la façon de nous rapprocher d'eux n'a pas été différente. Et vous savez que, là-bas, il y avait une sorte de dictature mais pas comme en Arabie saoudite ou au Qatar, où il s'agit de la dictature d'une personne ou d'une famille. Il s'agit de la dictature d'un parti, du Baas sur le pays. Et au début les gens sont sortis dans la rue et c'était pacifique. Puis Bachar el Assad a commis l'erreur d'ouvrir le feu contre eux. Dès ce moment-là, l'ayatollah Khamenei lui a envoyé un message de haut niveau, à travers une personne extrêmement

respectée. Il lui disait qu'il ne fallait pas tuer les gens, et qu'il fallait mettre en marche des réformes. Mais le système en Syrie était assez « naïf » pour faire cela. Ils n'avaient pas appris à batailler avec les gens. Ils savaient donner des ordres aux gens mais ne savent pas communiquer avec eux. Ils n'avaient pas de police, seulement une armée. Ils ne savaient qu'ouvrir le feu... Et ce n'était évidemment pas la chose à faire. Mais comme je l'ai dit auparavant, les forces étrangères ont utilisé ce problème entre le gouvernement et la population pour armer les gens. Ce qui avait commencé comme une mobilisation pacifique en demande des droits de la population, est devenu une bataille militaire.

Et, qui est-ce qui a payé pour cela ? L'Arabie saoudite et le Qatar, qui ne croient pas en la démocratie. Ce ne sont pas des démocraties. S'ils n'y croient pas pour eux, comment est-ce

La véritable bataille en Syrie se joue entre les défenseurs d'Israël et la résistance qui veut le détruire

possible qu'ils luttent pour ces idéaux dans d'autres pays. Mais en réalité dans cette lutte il n'est pas question de l'Arabie saoudite ni du Qatar. La vérité est qu'il existe deux fronts dans la région, l'un d'entre eux est la résistance qui va détruire Israël. Ce groupe pense qu'Israël fut créé par la force et contre nos droits, que cette terre appartient aux gens qui habitaient là-bas. L'autre groupe pense qu'Israël doit continuer à exister. Deux approches différentes. Et ces deux groupes sont confrontés. L'un des fronts est composé par l'Iran, la Syrie, le Hezbollah et les Palestiniens, dans une certaine mesure... L'autre front est composé par l'Arabie saoudite, le Qatar, Israël, l'Égypte – pas celui-ci, celui de Moubarak –, et les Américains et les Européens qui ont créé Israël. Ces deux fronts sont tantôt forts, tantôt faibles. Mais à la vérité, depuis la victoire de la Révolution islamique, la résistance a gagné en force.

En Syrie, la véritable bataille se joue actuellement entre ces deux groupes, non pas entre les Syriens et leur gouvernement. Et c'est la raison pour laquelle on peut voir que ceux qui appuient le gouvernement syrien sont ceux qui appuient la résistance.

A/I : *Beaucoup de personnes qui ont décidé de prendre les armes en Syrie, au début, étaient modérées, traditionnelles et croyantes en l'Islam. Il est vrai que c'était pour la plupart des sunnites, mais en Syrie, cette division entre sunnisme et chiïsme n'existait pas. Alors, comment explique-t-on qu'un pays comme l'Iran qui dit défendre les valeurs de l'Islam, appuie un gouvernement qui est en train de lutter contre ces gens ? Il ne s'agit donc pas de foi. Il s'agit d'une guerre entre les deux blocs.*

H.S. : Je vous l'ai déjà expliqué. Ce qui est en train de se passer ne relève pas de l'actualité. Et il est important de le comprendre. J'ai parlé de deux fronts. Et je reviens sur le passé. Fahd [Fahd Ben Abdelaziz] était le prince en Arabie saoudite lorsque la guerre contre nous a débuté [la guerre entre l'Irak et l'Iran que les persans appellent la guerre imposée]. Ceux qui étaient contre la résistance se sont alliés pour détruire la République islamique : Saddam Hussein, le royaume d'Arabie saoudite, le Qatar, Israël et l'Amérique. Assad [Hafez] n'a pas participé dans la guerre avec eux. Car il ne faut pas oublier qu'ils lui ont demandé de le faire. Ils voulaient que ce soit une guerre de tous les arabes contre les persans. Et c'est là la façon de penser des Israéliens pour diviser la région selon leurs intérêts. Ils ont créé des forces arabo-iraniennes parce qu'ils pensaient que si la région se divisait selon la race, ils auraient le droit d'exister. Mais Assad leur a rétorqué qu'il ne s'agissait pas de sa guerre. Je suis pour l'Iran, assura-t-il.

A/I : *Cette alliance fut-elle aussi motivée par la relation qui existe entre les alaouites et les chiïtes ou s'agissait-il d'une question d'intérêts communs ?*

H.S. : Vous devriez le demander à el-Assad. Car il était alaouite. Les alaouites sont proches de nous, mais, en même temps, Assad était à la tête du parti Baas de Syrie, le père du parti Baas en Irak. Michel Aflaq, qui habitait en Irak, était syrien. Mais étant donné que le Golan était occupé par les Israéliens, et que depuis le début de la guerre nous avons dit "d'abord l'Iran ensuite la Palestine", Assad pensait que l'Iran

était son allié naturel. Et aussi du fait de ce que nous avons fait. Il se rendit compte que ce que nous disions ne se limitait pas seulement à des slogans. Nous avons commencé à nous orienter vers la direction de la destruction d'Israël. Fahd créa alors un plan de paix pour toute la région. Ce qui signifiait qu'il incluait Israël. Ceci allait à l'encontre de nos principes. L'imam Khomeini à attaqué Fahd comme il ne l'avait jamais fait auparavant avec un autre État. Lorsque ceci s'est produit, il [Fahd] a présenté son plan au Maroc où se trouvait le siège des pays arabes. Assad ne s'y est pas rendu. Du coup, tout le plan s'effondra puisque les autres pays n'étaient pas importants. L'Égypte et la Jordanie avaient déjà signé la paix avec Israël. Assad était fondamental pour le plan. S'il ne s'y rendait pas, il s'effondrerait. Alors, un an plus tard, en 1982, deux choses se sont produites. Les Israéliens ont entré au Liban, jusqu'à Beyrouth. Assad a été forcé de partir. En même temps, les Frères musulmans ont provoqué des problèmes internes en Syrie pour qu'Assad comprenne qu'il devait se rendre au Maroc. C'est ainsi que des mois plus tard, Assad s'est rendu à Fez et a accepté le plan. C'est ce qui est en train de se passer à nouveau actuellement. Les Ikhwan [les Frères Musulmans] sont utilisés par ce front en Syrie... Lorsque tout ceci a débuté, lorsque Moubarak a été renversé en Égypte, le front qui défend la permanence d'Israël était très affaibli. Ils sont en train d'essayer de briser la Syrie. C'est ainsi que les gens ont commencé à se mobiliser en Syrie, et ils ont fini par utiliser ces protestations pour changer le gouvernement selon leurs désirs. Certains de ces royaumes pensaient qu'ils pouvaient changer cette vague du 'Réveil islamique' vers une

La seule option pour la Syrie repose sur le plan de Morsi qui inclut l'Iran, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie

lutte entre sectes musulmanes, entre chiïtes et sunnites...

A/I : Vous avez protesté au sujet de la réaction du gouvernement du Bahreïn lorsqu'il a attaqué les gens. Bon nombre d'entre eux sont chiïtes. Mais, pourquoi n'avez-vous pas réagi de même lorsque Bachar a attaqué la population ?

H.S. : Nous l'avons fait, mais pas ouvertement. Nous avons fait la même chose qu'en 1982 lorsque l'imam Khomeini a envoyé une lettre à Hafez el-Assad à travers l'ambassadeur de l'époque, Ali Akbar Mohtashamipour, pour qu'il mette fin aux assassinats à Hama. Cette fois-ci, nous avons envoyé un message à Bachar el-Assad, mais les choses ont échappé à leur contrôle et les forces étrangères, en particulier celles qui donnent de l'argent et des armes, ont profité de la situation. Et certaines activités terroristes ont débuté. Il est important que les Européens sachent que ce sera terrible si le terrorisme reçoit une récompense en Syrie. De cette façon ils perdront leurs objectifs. Les États-Unis ont commis des grandes erreurs. Ils sont divisés en ce qui concerne le terrorisme selon leurs avantages. S'il a lieu aux États-Unis, c'est mal. Au Mali, c'est mal. En Afghanistan, il est possible d'arriver à un compromis avec eux [les talibans]. Et en Syrie, c'est bien. On peut les appuyer. Qui est-ce qui a créé Al Nosra ? Ces armes qui arrivent en Syrie, ces explosifs, ils ne tombent pas du ciel. Ils proviennent de l'étranger. Et d'où ? Ils arrivent de Turquie. Croyez-vous que le service d'intelligence turc laisse ces explosifs passer à travers sa frontière sans s'assurer, auparavant, qu'ils ne restent pas en Turquie ? Non, le service d'intelligence

turc, avec la coopération des services américain, britannique et européen, fournit ces explosifs et les passe à travers sa frontière. C'est une guerre.

A/I : Mais, au gré des jours, la guerre syrienne prend de plus en plus une tournure sectaire.

H.S. : Eux [l'autre bloc] tentent de poser la situation ainsi. Mais vous croyez que tous ceux qui sont derrière Assad, l'armée, le service d'intelligence et autres, ne sont que des chiïtes ? Si Assad n'avait pas reçu l'appui des gens, cela ferait longtemps qu'il aurait été renversé.

A/I : Mais plus de deux ans se sont écoulés et la bataille s'accroît jour après jour.

H.S. : Rappelez-vous, il s'agit en grande partie de propagande. L'Occident possède un grand mécanisme pour créer une Syrie artificielle à travers les médias. Cette version est tellement puissante que même le président des États-Unis ou le secrétaire d'État ont commis l'erreur de dire que la Syrie tomberait dans une semaine, un mois, après six mois. Et 25 mois se sont écoulés sans qu'Assad ne soit renversé. Qu'est-ce que cela signifie ? Qui est-ce qui a commis les erreurs ? Je ne parle pas en tant que membre du gouvernement. Je reconnais qu'il existe des réalités en Syrie que personne ne connaît car chacune des parties tente de projeter son propre point de vue.

A/I : L'image de l'Iran était bonne parmi la population des pays arabes du fait de son appui à la résistance. Mais

la situation a changé du fait de son soutien à la Syrie. N'êtes-vous pas en train de payer un lourd tribut pour continuer à soutenir Assad ?

H.S. : Vous dites vrai. Mais nous avons une grande expérience dans ce domaine. Saddam Hussein nous a attaqué et il a reçu beaucoup d'appuis. Mais je le répète, il y a une réalité artificielle. Et c'est là l'un des prix que nous payons. Ils peuvent lancer une grande propagande à notre encontre du fait de la position que nous maintenons, et ils l'ont fait. Et nous ne le nions pas. Mais n'oubliez pas ce dont nous avons parlé au début de cette conversation. Nous, nous faisons nos devoirs. Nous ne sommes pas là-bas pour vaincre ou pour perdre. Ceci est important pour nous. Et c'est pour cette raison que maintenant, nous tentons de lancer le plan des six points, car nous savons que les choses n'avanceront pas au Conseil de sécurité. Dans la Ligue arabe non plus, puisqu'ils ont expulsé la Syrie. La seule option qui reste est le plan proposé par Morsi qui inclut l'Iran, l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie. Si d'autres pays se joignent, on peut trouver une solution.

A/I : Croyez-vous encore à une solution négociée ?

H.S. : Oui, fermement. C'est à notre avantage. Nous croyons au plan des six points, au cessez-le-feu, au fait que les blessés reçoivent une attention immédiate. Les négociations doivent commencer, il faut accorder un système de gouvernement, ils doivent élire un Parlement qui rédigera la nouvelle Constitution et, en accord avec ce qui sera proposé, ils doivent créer les institutions nécessaires. ■